

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Le ministre chargé du Parlement a répondu à un député RND qui le questionnait sur l'action du gouvernement pour juguler la flambée des prix et préserver un tant soit peu le pouvoir d'achat. Vous avez peut-être lu sa réponse dans les journaux. Mon regard glissait rapidement sur les réponses convenues et attendues, répétitives à l'ennui, d'un gouvernement actif et éveillé qui fait tout, et surtout le reste, pour le bonheur des couffins de nos ménagères. Bref, vous connaissez et ce type de langage et son caractère répétitif. Vous connaissez même ce que les ministres peuvent dire de la réalité de leur «pensée» quand ils sont en aparté et c'est dans un tout autre style comme «on leur a tout donné, qu'est-ce qu'ils veulent encore ?» «ce n'est pas de ma faute s'ils font des enfants comme des lapins», «ils ne comprennent que le bâton», etc. Mais enfin la dualité de la culture dans les têtes de nos dirigeants et de nos hauts fonctionnaires est en passe de devenir proverbiale. Ils emprunte aux gens policés leur langage convenu mais pensent comme le CNS de base : taper, puis taper, encore taper sur le contestataire.

Je me perds dans les digressions et oublie de vous dire pourquoi je suis revenu sur les réponses de ce ministre. Ah, voilà ! Il a promis de réactiver une instance de la concurrence, ce qui signifie au moins qu'elle était inactive. Qu'elle était encore inactive le semaine dernière après plus d'un trimestre d'augmentation continue des prix. A tous les coups, il échappe à nos ministres des aveux de ce genre qu'on devrait réunir dans un livre. Sans aucun doute, ce recueil passerait pour un pamphlet de l'opposition tant ces aveux sont impitoyables. Restons-en à ces aveux : la politique de soutien des prix va coûter deux milliards de dollars annuellement. Je me demande combien aurait coûté une bonne négociation avec les syndicats autonomes et combien aurait coûté une bonne augmentation de salaires accompagnées de mesures d'aide moins désordonnées et moins politisées aux non-salariés en situation de besoin. Mais pour cela il faut avoir un Etat pas des ministres qui tempètent contre le secteur d'Etat pour revenir ensuite à un office national du lait. Cela fait pagaille et c'est peut-être cela la réalité des tâtonnements économiques du pouvoir.

M. B.

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Dimanche 9 mars 2008 - Page 2

RETOUR À BAGDAD

L'actuel ambassadeur américain à Alger, M. Robert Ford, serait pressenti pour reprendre, une nouvelle fois, l'ambassade américaine à Bagdad, a-t-on appris de sources diplomatiques occidentales à Alger. C'est Robert Ford en personne qui en aurait fait la confidence à quelques diplomates occidentaux, précisent nos sources. Il est à rappeler que M. Ford est arrivé à Alger en provenance de Bagdad qu'il avait rallié après avoir occupé les fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis à ... Alger.



Papa veille au grain

Avec l'aide de papa, la fille du ministre de la Santé, M. Amar Tou, a réussi à décrocher un poste au niveau d'un consulat d'Algérie en France.



Ce qui, naturellement, n'a pas manqué de faire jaser dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères.

Le hic est que, semble-t-il, le salaire dispensé par le département de Mourad Medelci n'a pas été à la hauteur des attentes de notre fille de ministre.

Alors, papa est encore intervenu et notre «mécontente» s'est vu offrir un poste, mieux rémunéré, au niveau de l'Ecole algérienne de Paris, indiquent des sources crédibles.

En attendant l'enquête

L'instruction des services de la présidence de la République pour l'ouverture d'une enquête concernant un scandale ayant ébranlé une banque publique n'a connu aucune suite.

Selon des sources proches du dossier, à l'origine de l'éclatement de cette affaire, un investisseur natif de Bouira aurait saisi les hauts responsables du pays sur le mutisme du gouverneur de la Banque d'Algérie concernant une affaire qui a causé un préjudice au Trésor public.



Omission ?

Il y a quelques années, le 18 février a été proclamé officiellement Journée nationale de la ville. Depuis, chaque année, les Algériens ont eu droit aux cérémonies protocolaires d'usage, censées promouvoir la réflexion à ce sujet.

Cette année, le département de Chérif Rahmani semble avoir totalement occulté cette date.

A moins que le fait que M. Rahmani se trouvait à l'étranger ce 18 février n'explique cette «omission».



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

CHAWKI AMAR! CONDAMNÉ À 2 MOIS DE PRISON ET À UN MILLION DE DINARS DE DOMMAGE

